

page 169 lectures

PEE

The Empty Throne: America's Abdication of Global Leadership

Ivo Daalder et James Lindsay

New York, Public Affairs, 2018, 256 pages

A New Foreign Policy: Beyond American Exceptionalism

Jeffrey D. Sachs

New York, Columbia University Press, 2018, 272 pages

The Jungle Grows Back: America and Our Imperiled World

Robert Kagan

New York, Alfred Knopf, 2018, 192 pages

Une chose ne change pas avec l'administration Trump : la parution à rythme soutenu d'essais traitant du rôle des États-Unis dans le monde. Comme d'habitude, ces ouvrages s'inscrivent dans les grands courants de pensée américains relatifs à la politique étrangère, entre réalisme et responsabilité morale exceptionnaliste de l'Amérique ; entre unilatéralisme et internationalisme ; entre interventionnisme assumé et réticence à agir dans le monde. En voici trois.

Ivo Daalder, ambassadeur à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sous Obama, puis président du Chicago Council on Global Affairs, et James Lindsay, membre éminent du Council on Foreign Relations, ont une complicité ancienne dans l'analyse de la politique étrangère américaine. Dans *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, paru en 2003, ils dénonçaient les risques posés par l'aventurisme moral et unilatéraliste de l'administration Bush au lendemain du 11 Septembre. Leur deuxième livre, paru en octobre 2018, propose une analyse des deux premières années de la politique étrangère du président Trump.

Centristes et bien élevés, Daalder et Lindsay sont des tenants de l'« ordre international libéral » mis en place par les États-Unis en 1945. Ils étrillent la politique étrangère de Donald Trump, qui vise à détruire cet ordre, et s'en prend au principe même de coopération internationale, aux alliances et aux traités, au droit et aux institutions internationales qui sont des facteurs de stabilité.

Ils critiquent le président aussi bien sur le fond que sur la forme : le repli nationaliste égoïste qu'il propose leur semble nuisible et à courte vue. L'hostilité marquée vis-à-vis de Pékin notamment, risque selon eux de précipiter l'avènement de l'hégémonie chinoise dans le monde. Ils dénoncent aussi la méthode Trump, méprisante pour les alliés et profondément destructrice pour la diplomatie américaine, au travers des attaques contre le département d'État.

Vu de Paris, un point intéressant est l'assertion que rien ne fera changer d'avis l'être égoïste et buté qu'est le président Trump. Ainsi, les tentatives d'influence du président Macron dans la première année de son mandat (invitation du couple Trump aux célébrations du 14 juillet 2017, puis visite d'État des Macron à Washington en avril 2018) étaient-elles vouées à l'échec.

En complément de leur livre, les deux compères ont publié un article dans *Foreign Affairs*, (« The Committee to Save the World Order », novembre-décembre 2018), dans lequel ils proposent une mesure concrète au service de leur analyse. En attendant qu'un(e) président(e) plus raisonnable ne soit élu(e), les alliés de Washington doivent prendre les choses en main. Ce « Comité pour sauver l'ordre mondial » serait composé de 8 États (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Australie, Corée du Sud et Japon) ainsi que de l'Union européenne. Ce « G9 » veillerait au maintien du libre-échange et des alliances militaires, en attendant que les États-Unis ne reprennent leur rôle.

Il est pourtant trop facile de blâmer Donald Trump pour l'évolution actuelle des relations internationales. C'est l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, souhaitée par les naïfs qui escomptaient la transformation du pays en démocratie libérale, qui a entraîné l'émergence de sa puissance. Par ailleurs, la « fatigue de l'empire » dont souffrent les États-Unis date au moins du président Obama – voir ses atermoiements d'août 2013 contre Bachar Al-Assad.

Dès lors, on peut se demander s'il est vraiment sage de souhaiter un « retour à la normale » à l'occasion des élections de 2020 ou 2024 (sans même se demander si c'est une perspective réaliste). La montée des démocraties illibérales en Europe de l'Est, le vote du Brexit et l'élection de Trump sont dus à la colère des électeurs face à ce qu'ils considèrent comme une trahison des élites depuis les années 1980. Il faut sans doute mieux réguler le libre-échange des biens et des capitaux plutôt que considérer Trump comme un épiphénomène.

L'auteur du deuxième livre, Jeffrey Sachs, n'est pas un habitué des cénacles de politique étrangère. Sachs est un économiste célèbre, connu avant tout pour le concept de « thérapie de choc » qui fut appliqué avec succès à la Pologne dès 1989. À partir de 1995, il s'est attaqué à la pauvreté en Afrique, développant le projet des « villages du millénaire ». Aujourd'hui, il propose un plan mondial pour le développement durable.

Jeffrey Sachs fait le même constat que les auteurs précédents : le leadership américain, qui a duré de décembre 1941 à janvier 2017, est aujourd'hui mis à mal par les choix de Trump. De même, l'attitude du président va encourager l'hégémonie chinoise. Mais la perspective de l'auteur est différente. D'une part Sachs rejette l'exceptionnalisme américain. Ce principe a mené à des politiques égoïstes et au choix de solutions par trop militaires dans les décennies passées. D'autre part il propose des solutions économiques aux désordres internationaux.

Comme l'ouvrage l'explique dès son titre, Sachs propose une nouvelle politique étrangère pour les États-Unis. Elle serait clairement posée dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU), cette dernière lançant un gigantesque plan de transition écologique à l'échelle de la planète, assurant l'avènement d'une prospérité économique pour tous. Au passage, le droit international et la coopération seront remis à l'honneur. Tous les problèmes géopolitiques seront ainsi réglés par la poursuite du développement économique et le retour du multilatéralisme.

Aussi philanthropique qu'apparaisse le projet de Sachs, apporter une solution écologique et développementaliste, c'est-à-dire une solution économique, à des problèmes géopolitiques semble partiel. C'est sans doute là une déformation professionnelle de l'auteur. États et citoyens ne sont pas seulement des êtres économiques, comme l'indique aujourd'hui le retour virulent des questions culturelles, identitaires et religieuses.

Par ailleurs, le bilan des politiques proposées par Sachs depuis le début de sa carrière n'est pas très concluant, entre des pays d'Europe de l'Est et d'Amérique latine qui ont eu du mal avec la « thérapie de choc », et les pays africains qui n'ont pas vu advenir le développement promis par ses méthodes. Les transitions économiques qu'il a recommandées ont été jugées trop dures ; les politiques d'aide au développement qu'il a engagées étaient mal adaptées aux régions dans lesquelles elles furent appliquées. Surtout, on peut arguer qu'il existe déjà un plan mondial similaire pour ces questions : c'est l'accord de Paris sur le climat de 2015. Vu les années exigées pour le conclure et les désistements déjà engagés, le projet de Sachs semble irréaliste.

Enfin, pour retrouver une défense sans équivoque de l'exceptionnalisme américain, on se tournera vers l'ouvrage de Robert Kagan. Cofondateur avec Bill Kristol du *think tank* néo-conservateur Project for the New American Century (PNAC) actif de 1997 à 2006, Bob Kagan est aujourd'hui membre du Council on Foreign Relations (CFR). Il évite désormais l'étiquette de néoconservateur, tant cette dernière a souffert de la débâcle irakienne – même si un compagnon de route comme Dov Zakheim attribue la responsabilité de cette dernière aux nationalistes de l'administration Bush (Dick Cheney, Scooter Libby, etc.), qui interrompirent l'aide américaine au moment décisif de la reconstruction post-invasion de l'Irak.

Kagan aime les métaphores. Après celle de Mars et Vénus – opposant Américains virils et va-t-en-guerre à des Européens faibles et efféminés – dans son ouvrage *Of Paradise and Power* (2003), il nous propose aujourd'hui celle du jardin soigneusement entretenu de la *Pax Americana*, contre la jungle des instincts et de la violence.

Kagan poursuit cependant le même thème, celui du caractère indispensable de l'Amérique, phare de la paix, de la démocratie et de la prospérité dans le monde. Ignorant les pages noires de l'histoire américaine, il défend les sept décennies d'ordre international libéral. Cette période bénie fut possible parce que les États-Unis considéraient le projet communiste porté par l'URSS comme une menace mortelle. Or, aujourd'hui, les États-Unis ne perçoivent plus de menace extérieure suffisante pour prolonger ce rôle. Le repli nationaliste du président Trump est pourtant une terrible erreur, puisqu'il permet aux tyrans du reste du monde de reprendre du terrain. Le désir d'ordre, d'un leader fort, de protection pour la famille, le clan et la nation, est une motivation plus séduisante que celle du communisme pour le commun des mortels. Le progrès de l'humanité n'est jamais assuré, et elle peut à tout moment retomber dans les âges de la barbarie... C'est pourquoi l'autoritarisme de pays comme la Russie ou la Chine constitue, outre un projet anti-Lumières (et *anté-Lumières*), un défi encore plus dangereux que le communisme.

Contre Paul Kennedy pour qui les empires déclinent parce qu'ils en font trop, contre le projet de Donald Trump qui souhaite « rendre sa grandeur à l'Amérique » en se retirant du monde, Kagan recommande de continuer à intervenir tous azimuts. Les États-Unis doivent rester impliqués dans les affaires internationales, y compris militairement, faute de quoi le monde redeviendra une jungle hobbesienne. La nomination de l'interventionniste radical John Bolton au poste de conseiller pour la Sécurité nationale en mars 2018 va dans ce sens, même si Bolton n'est pas un néoconservateur mais un nationaliste (qui ne tient pas à promouvoir la démocratie).

Point de détail : le diplomate George Kennan (1904-2005), que célèbre Kagan, n'était pas aussi interventionniste qu'il le laisse supposer. Sa définition de l'engagement, en 1947, était plus statique que dynamique ; et il s'était aussi opposé à la création de l'OTAN.

À l'évidence, la nouvelle croisade que recommande Kagan n'est guère prudente. Les désordres d'Afghanistan et du Moyen-Orient suffisent à déconsidérer les vues néoconservatrices. Surtout, la vision manichéenne de Kagan est insuffisante. Plutôt que de reprendre des offensives hasardeuses contre les ennemis extérieurs de la démocratie, ne faut-il pas mieux s'efforcer de recadrer le libéralisme de l'intérieur, afin de lui regagner la confiance des peuples ? Tolérons les jardins à l'anglaise dans les États du reste du monde, mais imposons au libéralisme dans nos pays la rigueur du jardin à la française.

Laurence Nardon
Responsable du Programme
Amérique du Nord de l'Ifri

RELATIONS INTERNATIONALES

DIPLOMATIE FRANÇAISE. OUTILS ET ACTEURS DEPUIS 1980

Sous la direction de Maurice Vaïsse
Paris, Odile Jacob, 2018,
496 pages

À l'heure où l'actualité internationale est rythmée par les tweets, et où les institutions font l'objet d'une défiance considérable, se plonger dans la mécanique de l'une des plus classiques d'entre elles, la diplomatie, n'est pas un exercice évident. Des travaux journalistiques inégaux se prêtent régulièrement à l'exercice mais un examen plus approfondi semble indispensable.

Cet ouvrage apporte dans ce contexte un éclairage complet pour ceux qui souhaitent réfléchir aux objectifs et aux moyens de l'action internationale de la France. Cette étude croise sciences administratives et relations internationales, pour mettre en perspective l'ampleur des transformations de l'appareil diplomatique français depuis trois décennies.

Maurice Vaïsse s'est entouré d'un groupe d'universitaires reconnus et de diplomates éminents, qui se sont appuyés sur de nombreux travaux académiques, rapports publics et témoignages de praticiens. Le partage de la plume entre acteurs expérimentés et observateurs avisés permet d'éviter l'écueil d'une diplomatie qui se raconte elle-même, tout en livrant un récit de l'intérieur, par ceux qui ont vécu et conduit les multiples réformes évoquées.

L'ouvrage effectue un tour d'horizon de la fabrique de l'action diplomatique

française : son processus de décision (et le rôle prégnant de l'Élysée), l'organisation de ses services en France (le «Département») et à l'étranger (le troisième plus grand réseau diplomatique au monde, dont l'universalité est, non sans difficultés, préservée, et au sein duquel le rôle de l'ambassadeur doit être sans cesse réaffirmé), ses moyens (avec des réductions considérables : baisse de 40 % des effectifs entre 1980 et 2017), et ses principes et objectifs (marqués par la constance et par des problématiques structurantes, comme celle des tensions entre intérêt supérieur national et construction européenne).

Pour chacun des nombreux sujets abordés, l'ouvrage suit une même logique : rappeler les bases réglementaires, juridiques et constitutionnelles ; exposer les évolutions des structures depuis 1980 – par exemple les mutations de l'outil de coopération (qui a dû solder l'héritage colonial tout en améliorant sa gouvernance et son pilotage) – ; présenter les enjeux actuels (comme l'augmentation du nombre de Français résidant à l'étranger, ou l'entrée dans l'ère de l'*open data* et de la cybersécurité). Si certains auteurs expriment quelques avis tranchés, l'ouvrage adopte en général un ton prudent qui permet de poser les problématiques en laissant aux lecteurs le soin de tirer leurs propres conclusions.

Au-delà de multiples informations, l'ouvrage dresse un portrait paradoxal de la diplomatie française : agile et compétente, mais désargentée ; capable de produire des concepts structurants pour les relations internationales et actrice polyvalente du rayonnement de la France, mais toujours inquiète de son audience dans le monde ; interministérielle par essence, mais sans cesse accusée d'entre soi ; régulièrement sommée d'améliorer sa gestion, mais de fait en

réforme permanente. En exposant ces contradictions, les auteurs semblent suggérer que les doutes existentiels qui parcourent le Quai d'Orsay sont inhérents à sa mission, ainsi qu'à la place de puissance active mais anxieuse qu'occupe la France.

Charles Thépaut

L'EURASIE. CONTINENT, EMPIRE, IDÉOLOGIE OU PROJET

Michel Bruneau
Paris, CNRS éditions, 2018,
352 pages

L'auteur livre un ouvrage dense : considérant l'ensemble eurasiatique, il en donne plusieurs définitions géographiques, glosant ainsi sur les contours physiques du continent sans quoi il serait impossible de retracer son histoire : faut-il caractériser l'Eurasie comme un espace-monde, dans la continuité des terres, englobant jusqu'à l'Afrique, ou s'astreindre à en poser les marges culturelles et politiques ? L'ouvrage traite en somme d'un « impensé de la géographie », d'un territoire que les géographes ont rarement considéré comme signifiant.

Spécialiste des espaces transnationaux, Michel Bruneau met en relief les fractures culturo-linguistiques qui semblent imposées par les contraintes naturelles (l'Oural, perçu par nombre de penseurs comme une césure entre mondes européen et asiatique, ou encore la conceptualisation reclusienne de deux espaces, européen et sinisé, évoluant indépendamment et entrant peu en contact, soumis à différents obstacles, comme celui du passage de la chaîne des Tian Shan), auxquelles s'oppose une vision plus réfléchie d'un espace d'échanges.

Pour commercer ou guerroyer, les peuples ont étendu leur influence : les marchands sogdiens, en propageant le manichéisme (syncrétisme du zoroastrisme, du christianisme et du bouddhisme), les marchands arabes, les grandes invasions hunniques, mongole d'est en ouest, ou les peuples ouïghours, dont les représentants de la branche fixée dans le bassin du Tarim ont servi les administrations des empires. On retrouve dans l'ouvrage l'analyse de certaines théories géopolitiques qui ont pu fasciner par leur redoutable et audacieuse simplicité : l'empire chinois se définissant par rapport à ses marges concentriques, l'Hinterland, pivot continental eurasiatique dont la maîtrise paraît nécessaire à la pérennité du pouvoir, ou l'« écharpe des moussons », apposée à la « bretelle des invasions ».

Dans une première partie, l'auteur revient sur les éléments qui ont forgé les ponts de communication : les empires (macédonien, russe, perse, omeyyade, abbasside... et mongol), les villes (celles fondées par Alexandre, les places fortes de la Rus'...), les axes, marchands ou de conquête (la route de la Soie, se dédoublant dans l'actuel Xinjiang, au nord celle des invasions nomades – un troisième axe de la Soie –, et la voie sud, maritime).

Cette route maritime méridionale devient la « route des épices » dans la seconde partie de l'ouvrage, et son essor marque le début de l'ère coloniale : depuis les voyages de Marco Polo aux colonies et comptoirs européens, jusqu'aux émirats pétroliers contemporains du golfe Persique.

L'intérêt porte, dans une troisième partie, sur les espaces d'interface et de connexion : entre monde sinisé, monde indien... avec un éclairage particulier sur l'Asie centrale, territoire

traversé d'influences et qui peine encore aujourd'hui à assumer son unité, et son unicité.

Enfin, les visions eurasistes russe et chinoise sont confrontées dans une dernière partie : la Russie, avec sa réorientation stratégique vers l'Asie (son « grand tournant vers l'est »), et la Chine consolidant ses projets de la « route de la Soie », et opérant son recentrage continental afin de diversifier ses voies d'approvisionnement. C'est précisément au cœur de l'Eurasie, en Asie centrale, que les ambitions asymétriques des deux géants se rencontrent, et achoppent.

Alexandre Chavanne

WHO FIGHTS FOR REPUTATION: THE PSYCHOLOGY OF LEADERS IN INTERNATIONAL CONFLICT

Keren Yarhi-Milo

Princeton, Princeton University
Press, 2018, 376 pages

Cet ouvrage scientifique, dense et concis, s'interroge sur ce qui conduit certains dirigeants politiques de haut niveau à solliciter la puissance militaire pour préserver leur réputation internationale. Privilégiant l'approche psychologique, le texte se démarque des travaux menés en amont, et se concentre sur les préoccupations d'image, les techniques de présentation de soi et les tactiques de maintien de la face utilisées en situation d'interaction potentiellement ou effectivement « statut-morphe », ainsi que les explications auto-justificatives des décideurs soucieux de projeter une apparente détermination en période de crise. Les lecteurs du sociologue Erving Goffman (absent de l'index mais présent dans l'appareil de notes) apprécieront. Ceux de Robert Jervis aussi.

Concrètement, *Who Fights for Reputation* présente un double intérêt. D'abord, Keren Yarhi-Milo établit une typologie des décideurs mêlant deux critères : d'un côté la croyance dans l'efficacité de la puissance militaire (plus ou moins prégnante selon que l'on se positionne comme « faucon » ou comme « colombe »), de l'autre la capacité à ajuster schémas d'expression et modes de gestion des impressions en fonction du contexte (plus ou moins forte selon qu'on possède un profil de type *high-monitor* ou *low-monitor*). Sur ces bases, l'auteur identifie quatre types idéaux de leaders : croisés/sceptiques/croyants/critiques. Point important, cette matrice fait ressortir l'existence de « colombes » disposées à envoyer des signaux bellicistes pour garder la face. Elle laisse également apparaître des « faucons » enclins à classer les considérations « réputationnelles » comme secondaires par rapport aux enjeux stratégiques et matériels des confrontations interétatiques.

Les cas d'étude des chapitres 6-7-8 constituent le deuxième intérêt majeur de l'ouvrage. Keren Yarhi-Milo y a concentré son attention sur un trio de présidents américains : Carter, Reagan et Clinton. Pour chacun, elle a retenu trois ou quatre crises aux enjeux matériels limités (invasion de l'Afghanistan, intervention au Liban, mission humanitaire en Somalie), mais abondamment évoquées dans les médias, et érigées de ce fait en tests de leadership. Ces épisodes font l'objet – analyses de discours et de postures à l'appui – de développements serrés, montrant comment la personnalité de chacun a infléchi les réponses de l'appareil d'État.

Les meilleurs passages sont peut-être ceux qui concernent les interactions entre les présidents et leurs principaux conseillers en relations internationales (National Security Advisor, et

Secretary of State). Comme le souligne l'auteur, ces collaborateurs varient eux aussi dans leurs manières d'évaluer les enjeux de réputation, d'exposer différentes facettes d'eux-mêmes à leurs publics de référence, et d'envisager le recours à la force militaire comme nécessité, ou comme débordement. Identifier les lignes de fracture potentielles constitue, de ce point de vue, une priorité pour les observateurs exogènes (politiques/diplomates/journalistes) ayant à anticiper les scénarios de crise et de sortie de crise.

Bien entendu, ce livre très riche et mine de références ne peut se limiter à ces seuls aspects. L'auteur a travaillé dans le renseignement israélien et a déjà produit un excellent ouvrage (*Knowing the Adversary*, 2014). Ses perspectives originales et son écriture rigoureuse font d'elle une chercheuse à suivre avec attention.

Jérôme Marchand

SECRET WARS: COVERT CONFLICTS IN INTERNATIONAL POLITICS

Austin Carson
Princeton, Princeton University
Press, 2018, 344 pages

Austin Carson, professeur assistant de science politique à l'université de Chicago, conduit une analyse systématique de la manière dont les grandes puissances participent secrètement à des guerres. S'appuyant notamment sur sa thèse de 2013, *Secrecy, Acknowledgement, and War Escalation: A Study in Covert Competition*, il met en avant un schéma récurrent de comportement depuis 1936, et le théorise dans deux premiers chapitres solides – peut-être trop académiques.

Pour l'auteur, les changements politiques et technologiques auraient rendu les conflits majeurs totalement improductifs pour les États, d'où une préoccupation permanente pour la limitation des guerres. Cette préoccupation constituerait la première motivation des interventions secrètes – lorsqu'une puissance extérieure n'admet pas officiellement son implication dans un conflit, et fournit discrètement de l'aide à un belligérant –, mais aussi de la « connivence » éventuelle d'une puissance adverse disposant de renseignements sur cette intervention « secrète » sans pour autant qu'elle les rende publics. Les adversaires coopèrent ainsi de façon tacite pour contrôler l'escalade.

Ce schéma de secret et de connivence répond aussi à la problématique, en interne, de la gestion des va-t-en-guerre et, en externe, à celle des difficultés de communication et de compréhension entre puissances. Cacher une intervention réduit la portée des réactions des bellicistes. Mais puisque cette intervention sera forcément détectée par les autres grandes puissances, elle donne à la fois un signal de résolution et de retenue. Pour Austin Carson, la « guerre secrète » se serait développée après la Première Guerre mondiale, qui a démontré le coût exorbitant d'un conflit majeur. De plus, certaines percées technologiques de la même époque, comme l'aviation ou les sous-marins, facilitent l'« anonymisation des forces armées ». La « guerre secrète » est testée dans l'entre-deux-guerres, entre autres avec l'intervention américaine dans la guerre civile russe.

L'auteur confronte sa théorie à quatre conflits : la guerre civile d'Espagne, la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, et l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Pour chaque cas d'étude, sont

d'abord exposées les raisons qui ont poussé à choisir une intervention secrète ou déclarée. Dans un deuxième temps, on rend compte de ce qui a convaincu la grande puissance adverse de ne pas mettre au jour cette intervention, pourtant découverte. Des archives, dont certaines récemment déclassifiées, sont utilisées pour chaque exemple. Elles permettent notamment de jeter un regard neuf sur l'intervention aérienne de Moscou dans le conflit coréen, détectée dès 1951 par les Américains mais jamais révélée dans les médias à l'époque. Elle a pourtant concerné 40 000 à 70 000 militaires soviétiques déployés dans la péninsule sur toute la durée de la guerre, dont 26 000 rien qu'en 1951-1952. À la fin de l'ouvrage, et pour confronter sa théorie à un cas plus récent, l'auteur revient en quelques pages sur l'intervention secrète iranienne en Irak entre 2003 et 2011.

Austin Carson propose ici une grille d'analyse originale sur le côté secret des guerres modernes, offrant une perspective renouvelée sur la manière dont les responsables politiques des grandes puissances utilisent les interventions secrètes pour limiter les conflits.

Rémy Hémez

CRISE, VIOLENCE, DÉ-CIVILISATION

Hamit Bozarslan
Paris, CNRS Éditions, 2019,
480 pages

L'ouvrage de Hamit Bozarslan est un éloge de la «cité démocratique», traversé de part en part d'une sourde inquiétude. Elle imprègne chacune des trois notions qui lui donnent son titre et autour desquelles s'organise ce long essai de près de 500 pages. La *crise*, la *violence* et la *dé-civilisation* – ou plutôt le

processus de dé-civilisation – sont assimilées à autant «d'angles morts de la cité», mais aussi des sciences sociales. L'affirmation peut surprendre en ce qui concerne ces dernières, auxquelles on ne saurait reprocher de ne pas traiter des deux premiers phénomènes, avec plus ou moins de réussite selon les approches. Elle s'explique dès lors que la réflexion de l'auteur vise précisément à articuler ces trois notions.

Adorno le signifiait dans son *Essai en tant que forme*, «[les] concepts [de l'essai] doivent être présentés de telle manière qu'ils se portent les uns les autres, que chacun d'entre eux s'articule selon sa configuration par rapport à d'autres». Crise et violence, chez Hamit Bozarslan, sont indissociables du dernier élément d'un triptyque conceptuel qui leur donne toute leur signification et toute leur portée. C'est d'ailleurs pour cette raison que le lecteur aura tout avantage à commencer l'ouvrage en subvertissant son ordre des matières, et en l'entamant par sa dernière partie, qui livre le plus clairement l'articulation conceptuelle de la réflexion.

Si l'auteur ne postule aucune «logique de causalité» entre crise, violence et dé-civilisation – la première n'impliquant pas nécessairement l'irruption de la seconde, qui ne pave pas irrémédiablement le chemin de la dernière –, son propos tend à démontrer que «les modalités de sortie de la civilisation» ne peuvent être pensées hors des notions de crise et de violence. Inéluctables, les crises appellent des réponses que la cité démocratique ne doit trouver «qu'en elle-même», et hors du registre de la violence. Symétriquement, des formes d'actions radicales au sein de la cité sont parfaitement légitimes, voire nécessaires, dans la mesure où elles permettent à la démocratie de se renouveler, mais elles ne sauraient

recourir à la violence, au risque de faire dévier les institutions démocratiques. La « conflictualité constructive » n'est cependant concevable que si la société conserve la « confiance-croyance » en un système démocratique menacé d'un « essoufflement potentiel par manque d'enthousiasme et tarissement des imaginaires ». La perte de confiance – de la société envers le système politique, et de ce dernier en lui-même – menace ainsi les valeurs et principes de la citoyenneté démocratique, dans ses dimensions humaniste et universaliste.

Invité à un « débat pluriel » sur les notions de crise, de violence et de dé-civilisation – ou plus exactement faudrait-il dire sur l'articulation de ces notions –, le lecteur bénéficiera autant des analyses stimulantes que de l'érudition de Hamit Bozarslan, qui nous offre un bel ouvrage de philosophie politique. Toutefois, le livre refermé, une interrogation demeure : pour quelles raisons les phénomènes envisagés par l'auteur échappent-ils – dans leur combinaison – au champ d'intelligibilité des sciences sociales ? Il semble bien qu'il s'agisse d'un angle mort propre à sa réflexion.

Ami-Jacques Rapin

HISTOIRE

THE CAULDRON. NATO'S CAMPAIGN IN LIBYA

Rob Weighill et Florence Gaub
Londres, Hurst, 2018, 240 pages

Voici un livre qui décrit la genèse, le déclenchement et la conduite de l'opération Unified Protector menée

en 2011 par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) au-dessus et au large de la Libye. Suite au soulèvement d'une partie de la population libyenne, cette opération avait pour but d'assurer la mise en œuvre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies. Rappelons que cette résolution prévoyait la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne dans le ciel de la Libye, et l'usage de tous les moyens nécessaires pour protéger les populations civiles, à l'exception de forces d'occupation étrangères.

L'ouvrage est signé Florence Gaub, actuelle directrice adjointe de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne à Paris et ancien membre du Nato Defence College, et par le Major-General Rob Weighill, aujourd'hui à la retraite, mais qui fut responsable de la planification de l'opération, et dirigea la manœuvre depuis le Joint Force Command de l'OTAN à Naples. La thèse du livre est simple : l'OTAN a fait son travail et rempli sa mission. La détérioration de la situation, comme le chaos actuel, trouvent notamment leur origine dans l'absence de vision et de consensus politiques entre les différents acteurs impliqués dans la crise, dans le manque de clarté de la résolution 1973, et dans les limites du principe de la Responsabilité de protéger, qui privilégie selon les auteurs les actions de court terme sans s'interroger sur leurs conséquences à long terme.

Le livre peut être lu à deux niveaux. C'est d'abord un récit, remarquablement écrit, des événements advenus entre le déclenchement du printemps arabe en Libye et la mort du dirigeant libyen, lynché par ses opposants. Toutes les étapes de la crise sont évoquées, avec un réel effort de documentation. Notes et bibliographie

occupent ainsi un tiers du livre. Les sources utilisées sont principalement des extraits de presse ou de reportages de l'époque, qu'ils soient européens, anglo-saxons ou arabes. Notons que si tous les aspects controversés de cette affaire libyenne sont mentionnés, ils sont parfois tranchés de manière rapide, en s'appuyant seulement sur quelques articles de presse.

Le second niveau de lecture correspondrait à un exposé des événements en fonction de leur influence sur la conduite du niveau opératif de la guerre. On ne trouvera pas dans cet ouvrage de rapport de combat aérien ou terrestre. Les auteurs montrent, de manière plutôt convaincante, comme les décisions politiques, les manœuvres diplomatiques ou le rapport des forces au sol entre belligérants libyens influencent la planification et la conduite des opérations. Les différences de visions politiques entre membres de la coalition, le choix des nations de conserver une certaine autonomie en limitant le partage du renseignement, ou l'usage de leurs capacités militaires, freinent régulièrement les travaux des officiers d'état-major en charge des opérations.

Ce livre n'est pas un ouvrage de science politique. Nul modèle théorique n'est proposé pour rendre compte des événements. Il ne tente pas d'évaluer les effets de la crise sur l'état du monde actuel, en interprétant par exemple le début du *lead from behind* américain, ou l'agacement russe qui va bientôt nourrir l'activisme de Moscou. C'est avant tout un récit détaillé et intelligent des opérations, et de leur contexte, qui reste extrêmement utile. Mais le livre définitif sur ces événements reste à écrire.

Jean-Christophe Noël

PARTISANS ET CENTURIENS. UNE HISTOIRE DE LA GUERRE IRRÉGULIÈRE AU XX^e SIÈCLE

Élie Tenenbaum

Paris, Perrin, 2018, 528 pages

En publiant une version remaniée de sa thèse de doctorat, Élie Tenenbaum, coordonnateur du Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) de l'Ifri, nous plonge dans une passionnante histoire de la guerre irrégulière. Il définit cette forme de guerre comme prenant le contre-pied de la modernité occidentale : « Là où la guerre régulière met en avant la puissance de feu et les formations linéaires, la guerre irrégulière lui préfère la mobilité, le combat de tirailleurs et la guérilla » ; elle mêle combattants et non-combattants, ne respecte pas un ordre international fondé sur les États, et ses partisans ont une motivation politique qui les distingue des soldats.

L'auteur a une démarche à la fois chronologique et thématique. Sa démonstration est centrée sur une série de « passeurs stratégiques » (Lansdale, Galula, Trinquier, Melnik, Maloubier, etc.), et sur la circulation internationale des idées liées à la guerre irrégulière. Son odyssée débute en 1914, et l'on croise dans les premières pages T. E. Lawrence, la révolution russe et les guerres coloniales. La « Deuxième Guerre mondiale irrégulière » est bien mise en avant *via* les actions spéciales de la France Libre, ou encore celles de Jedburgh. La période de la guerre froide couvre la plus grande partie de l'étude. Elle est d'abord envisagée sous l'angle de la propagande et de la subversion entre 1946 et 1954. La guerre psychologique sert alors à affaiblir le moral de l'ennemi communiste, mais s'adresse aussi directement aux populations des démocraties occidentales.

Au même moment, la guerre irrégulière est réactivée pour se préparer à une éventuelle invasion soviétique ; c'est par exemple l'objet du concept *stay-behind*.

Après s'être penché sur la doctrine maoïste de la guerre révolutionnaire, Élie Tenenbaum s'attache aux guerres de décolonisation. L'Indochine d'abord, avec ses tentatives de pacification ou ses maquis, mais aussi les transferts qui s'opèrent vers les Américains *via* la mission Lansdale. La campagne britannique en Malaisie (1948-1960) ensuite, dont l'influence marque encore les théoriciens de la contre-insurrection. Puis une autre école qui exerce « une véritable fascination sur de nombreux pays occidentaux » est analysée : la guerre contre-révolutionnaire menée par la France en Algérie (1954-1962). La guerre américaine au Vietnam (1961-1973) fait l'objet de deux solides chapitres. On y voit clairement le poids des influences théoriques britanniques et françaises dans la seule guerre irrégulière où les États-Unis se soient totalement investis.

Les derniers chapitres sont consacrés au recul de la guerre irrégulière à partir de 1964. Ce recul s'explique par les dérives observées dans certains conflits, par un reflux bureaucratique et l'évolution des équilibres stratégiques (la détente). Les puissances occidentales s'y impliquent moins directement, et elle est de plus en plus « perçue à travers le prisme déformant du terrorisme international ». Enfin, dans son épilogue, l'auteur revient sur le court retour en grâce de la contre-insurrection dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Il adresse une salutaire mise en garde sur le risque d'amnésie qui pourrait frapper à nouveau aujourd'hui, alors que la guerre conventionnelle est mise en avant par les états-majors.

Puisant dans une masse impressionnante d'archives françaises, américaines et britanniques et avec une démonstration très claire, Élie Tenenbaum nous offre un ouvrage de référence.

Rémy Hémez

ÉCONOMIE

INTERNATIONAL FINANCIAL CENTRES AFTER THE GLOBAL FINANCIAL CRISIS AND BREXIT

Sous la direction de Youssef Cassis et Dariusz Wojcik
Oxford, Oxford University Press,
2018, 272 pages

Cet ouvrage collectif étudie l'évolution des grands centres financiers internationaux (CFI) depuis la crise de 2007. Une dizaine d'entre eux est passée en revue : New York, Londres, Paris, Francfort, Zurich, Genève, Hong Kong, Shanghai, Pékin, Singapour et Tokyo. De multiples critères sont utilisés pour mesurer leur rayonnement : environnement des affaires, solidité du système bancaire, profondeur des marchés de capitaux, qualification de la main-d'œuvre, régime fiscal du secteur financier, qualité des infrastructures, etc.

Plusieurs leçons d'ordre général sont tirées. La capacité d'un pays à faire émerger une grande place financière sur son territoire est conditionnée par sa puissance politique et économique. Cela explique grandement le poids croissant des places chinoises. Ensuite, les CFI – à l'exception notable de Zurich et Genève – ont relativement bien résisté à la crise et ont su s'adapter

aux nouvelles réglementations. Enfin, les rapports de force au sein de l'industrie de la finance ont évolué : l'industrie de la gestion d'actifs a gagné en influence au détriment des banques d'investissement.

L'analyse spécifique de chaque CFI est instructive. New York fait au moins figure de *primus inter pares*. À ses atouts historiques (statut du dollar, primauté de la politique monétaire de la Federal Reserve, puissance des banques d'affaires, taille des marchés d'obligations et actions), s'ajoute un savoir-faire hors pair pour lancer des innovations technologiques qui trouvent des applications dans la finance (*blockchain*, *crowdfunding*, système de paiement *via* téléphone mobile). La position de la City s'est maintenue au regard des critères listés précédemment, mais les incertitudes liées au Brexit sont problématiques. Paris est le premier marché obligataire *corporate* européen, et le troisième marché mondial pour les dérivés de taux d'intérêt, mais souffre de la taxation élevée des hauts revenus. Francfort bénéficie du succès de Deutsche Börse et de ses liens privilégiés avec la Chine grâce au développement de la « finance commerciale ». Affectées par les déboires d'UBS et la fin du secret bancaire pour les clients étrangers, Genève et Zurich semblent durablement affaiblies.

Les CFI asiatiques font figure de rivaux de plus en plus sérieux. Hong Kong et les places continentales chinoises ont profité de la croissance économique de l'Empire du Milieu et de la dynamique financière créée par les Nouvelles routes de la soie. Cependant, la finance chinoise est fragilisée par le niveau élevé des créances douteuses. La stratégie gagnante de Singapour repose sur sa remarquable capacité

d'adaptation et de diversification. Après être devenue incontournable en matière de finance islamique, la cité-État est désormais le marché *offshore* de référence pour les transactions en yuan. La force de Tokyo tient à l'abondance de l'épargne domestique mais aussi au poids de son industrie et au regain de forme de son secteur bancaire.

Ce livre est enrichissant et surprenant. On découvre au fil de la lecture que, paradoxalement, l'essor et la consolidation des CFI résultent de politiques publiques interventionnistes bien éloignées des principes prétendument libéraux défendus par l'industrie de la finance.

Norbert Gaillard

LES 10 PRÉJUGÉS QUI NOUS MÈNENT AU DÉSASTRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Jacques de Larosière
Paris, Odile Jacob, 2018,
216 pages

Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international (FMI) de 1978 à 1987 puis gouverneur de la Banque de France jusqu'en 1993, remet en cause dix dogmes à l'origine de l'instabilité économique et financière de ces dernières décennies.

Les trois premiers chapitres constituent une attaque en règle contre les politiques monétaires accommodantes menées aux États-Unis depuis les années 1990. Loin de favoriser la croissance du PIB, les taux d'intérêt excessivement bas ont alimenté le surendettement des ménages et des entreprises, la spéculation et la création de bulles sur les marchés

financiers et dans l'immobilier. Les politiques de taux zéro sont également un défi majeur pour le financement de l'économie à long terme : elles représentent par exemple un danger pour les compagnies d'assurances et les fonds de pension, en difficulté pour délivrer les rendements attendus par leurs assurés et clients.

Ces politiques monétaires accommodantes, combinées à la financiarisation des économies, ont par ailleurs accru les pouvoirs des grandes banques. Celles-ci ont non seulement abusé des effets de levier et accumulé les actifs hors bilan, mais aussi négligé la gestion des risques. Le spectre de l'aléa moral s'est matérialisé lors de la crise de 2007-2008, puisqu'il a fallu renflouer ces institutions devenues *too big to fail*. Les solutions avancées pour contenir ce fléau incluent le durcissement des exigences en fonds propres, le renforcement de la supervision bancaire, et la nécessité de solliciter les créanciers et les actionnaires avant tout renflouement public. L'auteur déplore en outre l'absence d'un système monétaire international. L'effondrement de Bretton Woods en 1973 a sapé le multilatéralisme et ouvert la voie aux égoïsmes nationaux qui n'ont fait que s'exacerber au fil des années.

La deuxième partie de l'ouvrage analyse la situation en France et en Europe. Les déficits budgétaires chroniques enregistrés par la France depuis plus de quarante ans apparaissent comme une solution de facilité servant à compenser une incapacité à réformer le pays et à réduire les dépenses. Fruit d'un keynésianisme dévoyé, le choix de l'endettement public menace les générations futures. La dégradation continue de la balance commerciale française est tout aussi inquiétante. Elle reflète l'investissement insuffisant

dans le capital humain, la carence en matière d'innovation, et la fragilité de nos PME. Les sempiternels débats sur les retraites peinent à accoucher de mesures fortes et crédibles, telles que le développement d'un système par capitalisation ou le relèvement de l'âge de la retraite.

Enfin, l'auteur rappelle que l'Union économique et monétaire (UEM), encore en chantier, doit être approfondie par la création d'un budget propre à la zone euro, et la transformation du Mécanisme européen de stabilité (MES) en véritable fonds monétaire européen relevant du droit communautaire.

Cet essai, remarquablement clair et synthétique, démontre l'échec du consensus mou qui s'est imposé des deux côtés de l'Atlantique, en particulier parmi les économistes. Il pose également les bases d'un vrai renouveau politique dans nos sociétés occidentales.

Norbert Gaillard

STRATÉGIE

ENTRER EN STRATÉGIE

Vincent Desportes
Paris, Robert Laffont, 2019,
256 pages

«Seules la prise de recul et la stratégie peuvent conduire les projets humains là où nous voulons les mener. Il nous faut entrer en stratégie !» C'est cette conviction qui a poussé le général Vincent Desportes à reprendre la plume. Docteur en

histoire, ancien directeur de l'École de guerre, et auteur de nombreux ouvrages, il est aujourd'hui professeur associé à Sciences Po et enseignant à HEC. Son dernier livre, *Entrer en stratégie*, constitue un guide destiné aux décideurs, afin de les sensibiliser et leur donner les clés de compréhension indispensables pour aborder ce domaine trop souvent délaissé en France. Ici, ni recette, ni méthode : juste des postures mentales à adopter, des « actes réflexes » à acquérir pour bien se préparer au « voyage en stratégie ».

Dans le premier chapitre, « Faire face à l'autre », Vincent Desportes rappelle que la maximisation de la production a longtemps tenu lieu de seule stratégie, avant que la mondialisation ne force la réflexion stratégique entrepreneuriale, en exacerbant l'altérité compétitrice. L'« autre que soi » est doté d'intelligence, d'une volonté de nuisance, et adapte ses actions à cette fin. Aucune stratégie n'est possible sans chercher à le connaître, le comprendre, anticiper ses agissements, même si une part d'inconnu reste incompressible. « Embrasser l'incertain » est le propre du stratège. En entreprise comme à la guerre, il est impossible de prévoir l'ensemble des effets directs, indirects ou induits par une action, même parfaitement préparée. Les mêmes causes n'ayant jamais les mêmes conséquences, l'innovation est plus vitale que l'expérience. Cependant, dans ce monde ouvert et complexe, le décideur-stratège doit vivre l'incertitude avec sérénité, en gardant en tête son but et en sachant s'adapter aux circonstances.

Conscient du caractère inévitable de la surprise, le dirigeant doit investir dans le renseignement, la prévention des risques, et anticiper les moyens matériels et humains qui le rendront résilient. C'est en introduisant la « friction »

clauswitzienne dans sa réflexion stratégique, en adoptant des dispositifs et des modes d'action souples, en se gardant des réserves, que le décideur conserve sa liberté d'action. Le général Desportes qualifie cette dernière de « monnaie stratégique », à dépenser à bon escient pour faire face aux imprévus et saisir les opportunités. C'est là que la capacité de discernement du stratège est mise à l'épreuve, lui qui doit viser l'essentiel, savoir dans quel domaine, à quel moment, à quel endroit porter l'effort de son entreprise pour arriver à ses fins. Ce « point culminant » à déterminer est forcément fugace : nul effort ne peut être poursuivi indéfiniment. En somme, c'est le choix résolu de l'incertain, fait de conviction comme de remise en question, qui attend le dirigeant.

Avec de nombreuses références aux grands penseurs de la stratégie, et en illustrant son propos d'exemples historiques, l'auteur réussit à comparer judicieusement – ce qui est toujours délicat –, la compétition économique et la guerre. Ses fidèles lecteurs ne devraient pas être surpris de retrouver, dans ce livre, son thème favori de la décision dans l'incertitude. L'objectif avoué d'attirer un nouveau public et de convaincre les décideurs de s'intéresser à la stratégie semble atteint.

Serge Caplain

THE EYE OF WAR: MILITARY PERCEPTION FROM THE TELESCOPE TO THE DRONE

Antoine Bousquet
Minneapolis, University of Minnesota Press, 2018, 272 pages

Antoine Bousquet est maître de conférences en relations internationales

au Birkbeck College (université de Londres). Dans ce nouveau livre, il analyse les interactions entre innovations technologiques et transformations de l'art de la guerre, en s'intéressant plus spécifiquement à la généalogie d'un «rêve guerrier persistant» : voir sans être vu, tuer à distance, «conjuguer vision et annihilation». Pour l'auteur, cette chimère n'est pas loin de se concrétiser. La transparence totale du champ de bataille demeure pour le moment inaccessible, mais une convergence entre perception et destruction s'est réalisée, le drone armé n'en étant que la face la plus visible.

Après un premier chapitre consacré à la géométrie projective, base essentielle à tout système de perception, Antoine Bousquet passe en revue les trois principaux axes de convergence entre perception et destruction. Le premier est la détection, dont l'outil initial est probablement le télescope, apparu au début du XVII^e en Europe. Les systèmes permettant de voir «au-delà du visible» (infrarouge, détecteurs acoustiques, radars, ou encore lasers) sont autant d'avancées majeures dans le domaine de la détection.

Le deuxième axe est l'imagerie, d'abord incarnée par la photographie, source la plus précieuse pour étudier le camp adverse à partir de 1914. La guerre froide intensifie le besoin en images. Du côté américain, les U-2 sont d'abord utilisés, puis ce sont les satellites avec le programme *Corona*, initié en 1959. Aujourd'hui, les satellites militaires *KH-12* ont une résolution de 10 cm environ. Les drones constituent des outils essentiels de l'imagerie militaire actuelle. En une journée, un *Global Hawk* peut surveiller une zone de 100 000 km² sans interrompre son vol.

La cartographie constitue le troisième axe de convergence entre perception et destruction. Elle devient véritablement un outil central pour la guerre au XIX^e siècle. L'adoption globale des coordonnées géographiques pendant la Première Guerre mondiale permet une coordination méticuleuse des manœuvres et participe à la précision des tirs d'artillerie. Le GPS, opérationnel en 1995, constitue une nouvelle étape. Aujourd'hui, l'enjeu principal dans ce domaine est la cartographie numérique.

La tendance à aller vers une ère de «visibilité fatale» a naturellement poussé au développement de contremesures. C'est l'objet du dernier chapitre de ce livre. Dès la Première Guerre mondiale, en réponse aux reconnaissances aériennes, le camouflage connaît une évolution sans précédent. Il poursuit aujourd'hui ses progrès en devenant multispectral. Les leurres sont une autre sorte de réponse, tout comme les tactiques de dispersion (*swarming*), ou l'utilisation du terrain (tunnels, par exemple). Les techniques d'«hypercamouflage», à l'instar du terroriste dissimulé au milieu de la foule ou des «petits hommes verts» russes en Crimée, participent, selon l'auteur, à une frontière de plus en plus floue entre paix et guerre.

Antoine Bousquet se focalise probablement trop sur les capacités technologiques en oubliant parfois leurs limites et la possibilité de l'erreur humaine, mais il signe un essai stimulant et érudit, où il retrace la généalogie des technologies de perception militaire sur plusieurs siècles, tout en s'interrogeant sur leurs conséquences pour les sociétés actuelles.

Rémy Hémez

SECURITÉ/TERRORISME

PRÉVENIR LA VIOLENCE DJIHADISTE. LES PARADOXES D'UN MODÈLE SÉCURITAIRE

Romain Sèze

Paris, Seuil, 2019, 228 pages

Romain Sèze est sociologue à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), établissement public administratif placé sous l'autorité du Premier ministre qui entretient des liens étroits avec les ministères de l'Intérieur et de la Justice. Compte tenu de ce positionnement, on pourrait s'attendre à ce que ce chercheur présente sous un jour positif les politiques publiques visant à prévenir la radicalisation et lutter contre le terrorisme. Or il se montre critique, évoquant «le caractère confus, parfois contradictoire et souvent déroutant de cet ensemble d'actions regroupées sous l'expression de "lutte contre la radicalisation"», vilipendant une «logique de bricolage» et pointant du doigt le risque de «faire objectivement le jeu de la propagande djihadiste».

Ce que dénonce plus précisément Romain Sèze, c'est la manière dont la lutte contre la radicalisation a engendré une «confusion des politiques sociales et sécuritaires», avec le passage d'une prévention secondaire – ciblant des individus en voie de radicalisation – à une prévention primaire – visant à «réduire les vulnérabilités sociales censées favoriser le cheminement vers la radicalisation». Deux dynamiques ont, selon ce chercheur, contribué à cette évolution. D'une part, la mise en place d'un numéro vert permettant de faire remonter aux autorités les cas de

radicalisation a conduit au constat d'une réelle diversité sociologique des personnes signalées. La radicalisation paraissant pouvoir toucher n'importe qui, il semblait important de sensibiliser l'ensemble de la population à ses dangers. D'autre part, les attentats de janvier 2015 ont été majoritairement analysés comme le «symptôme de l'effritement d'un tronc commun de valeurs institutrices du social». D'où la nécessité de ré-inculquer ces valeurs, notamment à l'école, dans le but de renforcer la cohésion nationale.

Quand le problème des filières djihadistes vers la Syrie est apparu, les autorités ont été prises de court. Elles ont d'abord interprété la radicalisation comme une dérive sectaire, sans lien direct avec l'islam. Puis, il est apparu évident que la dimension religieuse ne pouvait être éludée. Le développement d'un «islam de France» a été vu comme une priorité, pour lutter non seulement contre Daech mais également contre le salafisme, perçu comme incompatible avec les valeurs républicaines et démocratiques. Romain Sèze – dont la thèse de doctorat portait sur les imams en France – décrit la manière dont les responsables musulmans ont été progressivement inclus par la puissance publique dans les programmes de prévention de la radicalisation. Selon lui, l'implication des imams a conduit à un «cruel paradoxe»: en contribuant à l'édification d'un islam de France, ils nourrissent «l'imaginaire dichotomique du monde dessiné par la propagande djihadiste et entériné par l'unanimité conjuratoire de l'esprit du 11 Janvier».

L'ouvrage de Romain Sèze pourrait bien faire quelques vagues. Espérons que son ton critique – qui a le mérite de stimuler la réflexion, même si l'on peut être en désaccord avec l'auteur – ne

nuisse pas à sa diffusion au sein de l'administration. Il s'agit en effet du premier livre qui retrace aussi précisément les efforts déployés par les autorités et la société civile pour lutter contre la radicalisation et le terrorisme en France.

Marc Hecker

DÉCHÉANCE DE RATIONALITÉ

Gérald Bronner

Paris, Grasset, 2019, 272 pages

Gérald Bronner, professeur de sociologie à l'université Paris-Diderot, est connu pour ses ouvrages sur les croyances et la radicalité comme *La Pensée extrême* (Denoël, 2009) ou *La Démocratie des crédules* (Presses universitaires de France, 2013). Ses écrits lui ont valu des prix prestigieux, des élections à l'académie des Technologies et à l'académie de Médecine, et ont touché un lectorat dépassant le cercle des spécialistes de la sociologie cognitive. Quand les pouvoirs publics ont été confrontés à la problématique de la radicalisation et au départ de centaines de Français vers la Syrie, ils ont cherché conseil dans le monde universitaire. C'est ainsi que Gérald Bronner s'est retrouvé impliqué dans l'expérience éphémère du Centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté (CPIC) de Pontourny, présenté dans les médias comme le premier programme officiel de « déradicalisation » en France.

Ce livre détonne dans l'œuvre du sociologue : il ne s'agit pas d'un ouvrage scientifique mais d'un récit à la première personne, où l'auteur exprime ses impressions et ses doutes,

parfois de manière candide. On y croise des ministres occupés, des fonctionnaires affairés, des professionnels dévoués, œuvrant, après les attentats de 2015, dans une « cacophonie peu favorable à une politique cohérente ». Les scènes cocasses ne manquent pas : le professeur Nimbus-Bronner se perd dans les couloirs des ministères, s'emmêle dans les noms de ses interlocuteurs, et s'égaré sur les petites routes d'Indre-et-Loire menant au CPIC. Il constate surtout que la temporalité et la logique de la recherche s'accordent mal avec celles de la politique.

Au-delà des anecdotes, l'intérêt principal du livre a trait à la description du procédé employé pour tenter d'amener les jeunes du centre de Pontourny à reconsidérer leurs idées extrêmes. Le sociologue ne croit pas en la déradicalisation : comment pourrait-on, en effet, « retirer une croyance d'un cerveau » ? En revanche, il pense que le « combat rationaliste » mérite d'être mené, et que des méthodes scientifiques peuvent être employées pour déconstruire les croyances et les théories du complot. Il utilise des exemples simples qui permettent aux jeunes radicalisés d'évoluer dans leur réflexion et, petit à petit, de comprendre la différence entre corrélation et causalité, ou encore entre vraisemblable et vrai.

L'expérience de Pontourny a tourné court. Gérald Bronner semble en vouloir à Esther Benbassa, co-auteur d'un rapport du Sénat ayant préconisé la fermeture du centre. Pour l'universitaire, la sénatrice a fait « un énorme amalgame entre l'activité de troubles associations, l'erreur de stratégie de recrutement du CPIC, et la méthode qui avait été choisie ». En effet, selon Bronner, le principal problème du centre de Pontourny

était lié au mode de sélection des participants, basé sur le volontariat. En fermant précipitamment le centre, on aurait en quelque sorte jeté le bébé avec l'eau du bain.

Le livre se ferme sur une dernière anecdote. L'auteur raconte ses échanges avec le ministre de l'Éducation nationale pour mettre en place un programme pédagogique visant à « stimuler le système immunitaire intellectuel des élèves ». Des échanges enthousiastes, mais qui n'ont abouti à aucun résultat, malgré de multiples relances. Si la sociologie est pour certains un sport de combat, le rationalisme s'apparente pour d'autres à un sport d'endurance.

Marc Hecker

**NINE LIVES: MY TIME AS MI6'S TOP SPY
INSIDE AL-QAEDA**

Aimen Dean, avec Paul Cruickshank et Tom Lister
Londres, Oneworld Publications,
2018, 480 pages

Nine Lives est un récit autobiographique d'Aimen Dean (nom d'emprunt), immergé puis infiltré au sein de différents territoires et milieux djihadistes entre 1994 et 2006.

Ali Al-Durrani, d'origine bahreïnie, grandit en Arabie Saoudite dans une famille pratiquante. Il récite par cœur le Coran dès 12 ans, bercé par un sentiment identitaire sunnite marqué. Orphelin à 13 ans, il se convainc de la nécessité d'une lutte armée pour défendre l'islam et s'engage à 16 ans en Bosnie. Après s'être engagé dans le Caucase et aux Philippines, il s'ancre en Afghanistan où il prête allégeance

à Ben Laden en personne. Au camp-laboratoire de Darunta, il s'implique dans la fabrication de poisons et de substances toxiques, armes qu'il voulait croire dissuasives. Gagné par le doute, à son paroxysme lors des attaques-suicides contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar el-Salam en 1998, Dean quitte Al-Qaïda. Il fournit au renseignement britannique des informations cruciales, tant du « Londonistan » où il est infiltré que d'Afghanistan où il accepte de repartir comme agent double. Cette double vie s'interrompt en 2006 lorsque des fuites, attribuées aux Américains, permettent d'identifier Ali/Aimen comme la taupe au sein d'Al-Qaïda.

Cet ouvrage présente de multiples intérêts, notamment sur les constantes et évolutions du phénomène djihadiste, la psychologie d'un agent et le monde du renseignement. L'un des points saillants, martelé par l'auteur – et selon lui insuffisamment pris en compte par les sociétés occidentales sécularisées – est la prégnance du fait religieux comme facteur d'engagement et socle idéologique d'Al-Qaïda : l'eschatologie, la volonté d'accélérer le temps et de provoquer les « batailles épiques » mentionnées dans le Coran, ainsi que la relecture de l'histoire contemporaine à la lumière des hadiths, loin d'être rhétoriques, se trouvent au fondement même de l'action du groupe.

Néanmoins, pour Aimen Dean, le fait religieux pourra aussi être un moteur de désengagement. Éduqué dans un islam compassionnel et érudit, il questionne d'un point de vue théologique la pertinence de l'attaque-suicide, le ciblage de civils, et le glissement entre djihad défensif et offensif, qui procède selon lui d'un islam dévoyé.

Son récit offre une perspective fascinante sur la vie d'un agent double : l'exigence permanente de sang-froid, d'adaptabilité et de patience, l'intense solitude, le tiraillement entre trahison et loyauté...

Concernant le contre-terrorisme, se dessine ici par petites touches l'impréparation des services de renseignements occidentaux de l'époque – luttes intranationales, rivalités internationales, fonctionnement en silos – alors que les réseaux djihadistes, agiles, sont déjà paneuropéens et transnationaux. L'entrée en jeu récente des services chinois autour de la question ouïghoure illustre aussi, au niveau géopolitique, l'internationalisation de la problématique djihadiste et l'intérêt croissant de la Chine pour le Moyen-Orient.

Nine Lives constitue un témoignage unique, offrant un large panorama du djihadisme contemporain. La défaite annoncée d'Al-Qaïda et sa résurgence, le désengagement américain d'Afghanistan, sont autant de similitudes avec la situation actuelle en Irak, qui devraient alimenter la réflexion sur les prises de position face à l'État islamique.

Laurence Bindner

NUMÉRIQUE

CYBER. LA GUERRE PERMANENTE

Jean-Louis Gergorin
et Léo Isaac-Dognin
Paris, Éditions du Cerf, 2018,
322 pages

La thèse défendue par Jean-Louis Gergorin – ancien vice-président

d'EADS – et Léo Isaac-Dognin – consultant en transformation numérique – s'exprime clairement dans le titre de l'ouvrage : le cyberspace est le théâtre d'une *guerre permanente*. Les auteurs prennent ainsi le contre-pied du titre d'un ouvrage de Thomas Rid publié en 2013 : *Cyber War Will Not Take Place*. Comme Thomas Rid, ils étudient plus spécifiquement trois composantes de la guerre : l'espionnage, le sabotage et la subversion. Mais ils ne définissent pas la cyberguerre de la même manière. Pour Thomas Rid, la violence est un élément central de la guerre qui ne peut être éludé. Or, jusqu'à présent, les cyber-armes ne tuent pas. Pour Jean-Louis Gergorin et Léo Isaac-Dognin, qui se réfèrent à Sun Tzu, les meilleurs stratèges sont ceux qui parviennent à vaincre sans combattre. Les auteurs n'intègrent donc pas la violence à leur définition de la cyberguerre : « L'utilisation des moyens numériques à des fins de contrôle. »

Les trois « superpuissances » du cyber – États-Unis, Russie et Chine – font l'objet d'une attention particulière. On rappelle ici que ces États peuvent agir sur les trois couches du cyberspace : le *hardware*, le *software* et les données. Les principaux faits marquants des dernières années sont évoqués, des révélations d'Edward Snowden à l'ingérence russe dans la présidentielle américaine de 2016, en passant par les affaires d'espionnage industriel impliquant des hackers chinois. Les auteurs étudient aussi les stratégies d'acteurs moins puissants qui bénéficient du « pouvoir égalisateur du cyber ». Il peut s'agir d'États – comme la Corée du Nord, vraisemblablement impliquée dans la diffusion du « rançongiciel » *Wannacry* en 2017 –, ou d'acteurs non étatiques comme le collectif Anonymous.

Les deux auteurs identifient quatre conséquences stratégiques de la révolution numérique : premièrement, le cyberspace favorise l'offensive, en raison notamment du faible coût des attaques. Deuxièmement, il nivelle les écarts entre acteurs du système international et remet en cause l'équilibre des puissances. Troisièmement, par son caractère non légal, il est « utilisable en temps de paix pour atteindre les objectifs de la guerre ». Quatrièmement, l'attribution des attaques est incertaine, ce qui rend les représailles difficiles « à une époque où la précision et la vitesse de réaction sont capitales ».

Dans ce paysage, les auteurs pointent du doigt la faiblesse de l'Europe et émettent quelques recommandations. Au niveau global, ils plaident pour la création d'une Agence internationale de la cybersécurité, qui aurait un rôle comparable à celui de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans le domaine nucléaire. Au niveau européen, ils suggèrent que le couple franco-allemand montre la voie du développement d'une industrie numérique de pointe. Au niveau national, ils proposent que la France adopte une loi contraignant les réseaux sociaux à connaître l'identité réelle de leurs utilisateurs : « L'obligation de transparence sur son identité, à partir d'une certaine intensité d'activité politique sur le réseau, affirmerait le fait qu'on ne fait pas de politique masquée en France. »

Pour finir, Jean-Louis Gergorin et Léo Isaac-Dognin esquissent des scénarios montrant comment l'Intelligence artificielle pourrait bénéficier à des acteurs malveillants. Le pire, toutefois, n'est pas toujours certain...

Marc Hecker

LA CYBERDÉFENSE. POLITIQUE DE L'ESPACE NUMÉRIQUE

Stéphane Taillat, Amaël Cattaruzza et Didier Danet (dir.)

Paris, Armand Colin, 2018,
256 pages

La Cyberdéfense. Politique de l'espace numérique est un livre écrit sous la direction de trois chercheurs du pôle « Mutations des conflits » du Centre de recherche des écoles de Coëtquidan (CREC Saint-Cyr). Stéphane Taillat, Amaël Cattaruzza et Didier Danet sont respectivement spécialisés dans l'histoire et les relations internationales, la géographie et les sciences en gestion. Ils ont profité de leur complémentarité et ont su s'entourer pour cet ouvrage de spécialistes français de la cyberdéfense, afin de présenter de manière exhaustive les enjeux de défense liés à l'émergence de ce nouveau milieu artificiel.

Une évidence les anime, présentée dès l'introduction : « le social et le politique doivent être placés au cœur de l'analyse ». Il s'agit donc de tirer le fil de cette intuition et de décliner la cyberdéfense, entendue comme « une certaine conception de l'action sur, dans ou au travers [d]es réseaux numériques et [d]es activités qu'ils soutiennent », au vu de ces différents prismes.

Trois grandes parties structurent à cet effet le livre. La première traite du contexte global de la cyberdéfense. Elle confirme l'approche des auteurs, en mettant en avant l'importance stratégique du cyberspace et sa place dans la conflictualité internationale. Les aspects sociaux, sociotechniques et juridiques sont également décrits. Les auteurs martèlent le fait qu'il faut dépasser une simple approche technique du cyberspace pour bien en

comprendre les enjeux. La deuxième partie est consacrée aux enjeux internationaux du domaine numérique. Les questions liées à la souveraineté ou au *Big Data* sont abordées. L'importance de la maîtrise des *data centers* ou du *cloud computing* est soulignée. Les approches américaine et russe sont enfin décrites. La troisième et dernière partie explore les aspects opérationnels, avec des contributions très diverses sur les doctrines et les dispositifs actuels, ainsi que sur les stratégies défensives et offensives. Le livre se termine par une brève évocation de ce que pourrait être l'espace cyber en 2040, qui souligne l'importance pour l'avenir de l'impression 3D, de l'intelligence artificielle et de la *blockchain*.

Ce livre est un manuel. L'essentiel des problématiques actuelles est abordé, ce qui permet à un lecteur novice, ou curieux, d'avoir les bases indispensables pour structurer ses connaissances dans le domaine de la cyberdéfense. Il est à cet égard très précieux. C'est aussi un livre écrit à plusieurs mains. Plus d'une vingtaine d'auteurs ont contribué à sa rédaction, d'où la prise en compte de points de vue divers et riches – ce qui peut susciter, ici ou là, quelques enchaînements manquant de fluidité entre les chapitres. Certains regretteront l'absence d'auteurs étrangers reconnus, mais le choix des auteurs valorise le développement et la diffusion de la réflexion française, indispensable pour tenir un rôle stratégique. Le lecteur lira cet ouvrage avec profit, ouvrage dont les qualités ont été récemment soulignées par l'obtention du Prix de la cyberdéfense, attribué par le dernier Forum international de la cybersécurité (FIC) organisé à Lille en janvier 2019.

Jean-Christophe Noël

AI SUPERPOWERS: CHINA, SILICON VALLEY, AND THE NEW WORLD ORDER

Kai-Fu Lee

New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2018, 253 pages

GEOPOLITICS OF ARTIFICIAL INTELLIGENCE

Abishur Prakash

Amazon, 2018, 318 pages

Le message porté par les auteurs de ces deux ouvrages est similaire : l'Intelligence artificielle (IA) s'apprête à refaçonner l'ordre mondial né de la Seconde Guerre mondiale.

Ingénieur reconnu et expert de l'IA, ancien responsable de Google en Chine, aujourd'hui investisseur, Kai-Fu Lee avance que la Chine s'est lancée dans une démarche implacable de leadership dans la plupart des disciplines de l'IA. Il relève que les États-Unis et la Chine ont pris une avance considérable dans ce secteur, au point que la technologie participe d'un début de re-bipolarisation des relations internationales, entre la volonté des États-Unis de maintenir leur suprématie technologique, et l'ambition de Pékin de défier et surpasser cette primauté.

L'auteur consacre plusieurs chapitres à l'essor technologique chinois, dont les ressorts conjuguent libération entrepreneuriale, autosuffisance technologique et volontarisme politique. Les grands acteurs chinois du numérique – les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi) – feraient de la Chine une «Arabie Saoudite de la donnée» : un pays assis sur des réserves colossales de données, soit la matière première stratégique de la puissance au XXI^e siècle. En raison de son avantage démographique et d'une attitude décomplexée dans la collecte de données personnelles,

la Chine surpasse en effet largement les États-Unis comme premier producteur de données au monde, et nourrit ainsi les systèmes d'intelligences artificielles développés par ses ingénieurs.

Le volume des données traitées, plus que la longueur du code, serait ainsi devenu l'un des avantages les plus significatifs de la maîtrise de l'IA, laquelle nécessite également de combiner puissance de calcul et masse critique de cerveaux – des scientifiques, développeurs et entrepreneurs de talent. Kai-Fu Lee consacre des pages particulièrement intéressantes à ce sujet. États, grandes plates-formes, *start-ups*, grandes entreprises traditionnelles et institutions de recherche luttent pour attirer vers eux les meilleurs experts, souvent au détriment de la recherche publique. Dans cette bataille pour la matière grise, la Chine n'est pas en reste : les chercheurs chinois contribuent désormais au développement de l'IA à haut niveau (drones, systèmes de paiement facial, applications domestiques « intelligentes », etc.).

Dans la rivalité sino-américaine qui se dessine et s'intensifie, l'auteur exhorte les États-Unis et la Chine à accepter, et à assumer, les – grandes – responsabilités associées à une puissance technologique aussi éminente.

Dans un opus didactique, Abishur Prakash analyse, quant à lui, les conséquences de la démocratisation et de la sophistication de l'IA dans une variété de domaines : le commerce, la guerre, le renseignement, la politique, l'éducation, l'emploi... À travers la planète, nombre d'États déploient déjà des systèmes d'IA, à diverses fins. Au Japon, une IA s'est présentée à une élection municipale ; en Chine, la police se sert d'algorithmes dopés à l'IA pour

prédire les crimes et délits ; en Russie, les autorités ont développé une IA censée détecter l'amorce de conflits ethniques ; les Émirats arabes unis ont un « ministre pour l'Intelligence artificielle »...

L'auteur rappelle que, contrairement aux ressources fossiles, l'IA est créée par l'homme ; en d'autres termes, c'est à lui de décider des missions qu'il assigne aux IA et des nécessaires limites de la technologie. Là n'est pas le moindre des défis qui apparaissent à la lecture de l'ouvrage, tant le potentiel de déstabilisation de cette technologie semble important. L'un de ses mérites principaux est toutefois d'éviter tout biais anxigène – ce à quoi les débats publics sur l'IA n'échappent que rarement.

Julien Nocetti

AFRIQUE

INSIDE AL-SHABAAB: THE SECRET HISTORY OF AL-QAEDA'S MOST POWERFUL ALLY

Harun Maruf et Dan Joseph
Bloomington, Indiana University
Press, 2018, 328 pages

Cet ouvrage, rédigé par deux journalistes du service Afrique de *Voice of America*, analyse le phénomène des Shabaab en Somalie. L'ambition est ici de deux ordres. D'une part, il s'agit d'exposer le parcours, l'histoire et l'idéologie de ce groupe islamiste militant. D'autre part, les auteurs, en bons journalistes, collent aux personnages, qu'il s'agisse des dirigeants successifs

des Shabaab ou des combattants de base, voire de ceux qui firent défection. Ce souci du détail humain vaut également pour ceux qui s'opposent aux Shabaab : autorités et forces armées somaliennes, ou intervenants extérieurs. Pour relever ce double défi, le livre est divisé en quatre parties.

La première présente l'origine du mouvement, sa radicalisation avec l'appui d'Al-Qaïda, ce qui fractura le camp islamiste, puis sa montée en puissance et ses affrontements avec les seigneurs de la guerre, l'armée éthiopienne, les services secrets américains et les militaires de la Mission militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

La deuxième partie décortique cette longue bataille, au cours de laquelle les Shabaab furent à deux doigts de prendre le contrôle de Mogadiscio, capitale de la Somalie. Mais sans y parvenir.

La troisième – au lendemain de cet échec – analyse le repli territorial du groupe, et ses divisions internes ainsi que les purges à son sommet. Mais, dans le même temps, les Shabaab basculent de la guerre vers la guérilla, et multiplient les attentats, tant à Mogadiscio que dans ces pays voisins dont les armées sont présentes en Somalie, et tout particulièrement au Kenya.

La quatrième partie prend acte de l'arrêt de ce déclin et souligne la résilience dont ont su faire preuve les Shabaab. D'où, aujourd'hui, un contexte sécuritaire pour le moins incertain, et ce d'autant que l'État islamique est désormais présent en Somalie.

Ce constat conduit les auteurs à se montrer, à juste titre, fort prudents dans leurs conclusions. Certes les Shabaab n'ont plus aujourd'hui la puissance militaire qui leur permettait, il n'y a

pas si longtemps, de contrôler une bonne partie du pays, y compris de grandes villes d'où ils tiraient les ressources nécessaires au financement du groupe. Mais les défaillances de l'État somalien pour dispenser aux populations sécurité et services de base, ajoutées à une gouvernance publique défaillante et à la présence de forces armées étrangères, qui nourrissent des réflexes nationalistes chez une partie de la population, donnent à penser que certaines des causes profondes qui expliquent l'émergence, puis le renforcement, des Shabaab sont loin d'avoir été éradiquées.

Ce travail s'appuie sur une bibliographie riche et diversifiée. Celle-ci regroupe tant des travaux scientifiques que de fort nombreuses références issues des médias, et même des documents secrets récemment déclassifiés. L'ouvrage est intéressant pour mieux comprendre ce phénomène. Tout au plus – s'il fallait exprimer un regret – pourrait-on dire qu'à trop s'appuyer sur une approche journalistique au jour le jour, les causes profondes de l'instabilité de la Somalie ne semblent pas avoir été suffisamment creusées.

Jean-Bernard Véron

THE OXFORD HANDBOOK OF NIGERIAN POLITICS

Carl LeVan et Patrick Ukata (dir.)
Oxford, Oxford University Press,
2018, 832 pages

Cette somme volumineuse et indispensable analyse toute la complexité du géant de l'Afrique, troisième pays le plus peuplé de la planète d'ici 2050. Le Nigeria, premier producteur de pétrole du continent, est souvent vu comme

une économie mono-dépendante de ses ressources en hydrocarbures. Pourtant, l'essentiel de la richesse nationale provient désormais d'activités qui ne sont pas liées à la rente pétrolière : une révolution depuis le *boom* des années 1970. La chute des prix du baril et la crise de 2015 n'y ont pas été pour rien. Mais la résilience de l'économie tient aussi à la débrouillardise de la population. Ainsi, les commerçants locaux sont réputés pour leur capacité à prendre des risques, y compris dans la diaspora. Ils ont par exemple été parmi les premiers Africains à s'établir en Chine pour s'y approvisionner à bon prix. Ce sont donc les Nigériens qui ont débarqué en Chine, plutôt que les Chinois qui ont entrepris d'arroser le marché nigérian de produits de mauvaise qualité.

Le secteur formel de l'économie, en revanche, stagne dans un pays où le nombre de travailleurs syndiqués est tombé de 1,9 million de personnes en 1988 à 1,8 en 2005. Dans un État rentier, la fonction publique vit pour l'essentiel des revenus de l'extraction d'hydrocarbures. Elle demande donc peu aux citoyens en termes de paiement d'impôt, de civisme et d'obédience idéologique. Le Nigéria est en quelque sorte l'archétype d'une économie libérale par défaut d'État, un des pays où la part des revenus fiscaux dans le produit national brut est la plus faible : 6 % en 2017, moins de 5 % si l'on exclut les taxes sur la production pétrolière. En retour, les citoyens n'attendent pas grand-chose du gouvernement pour fournir des services de base et rendre des comptes sur l'usage de la manne pétrolière.

Endémique, la corruption continue donc de prospérer, malgré le retour à un régime civil qui a mis fin à l'opacité des dictatures militaires au

pouvoir jusqu'en 1999. Caractérisé par des fraudes électorales et de nombreux assassinats, le jeu politique se révèle de plus en plus mafieux au fur et à mesure qu'on descend au niveau des 36 États de la fédération. Dès les années 1990, certains envisageaient de supprimer les échelons intermédiaires de l'administration territoriale et de ne garder que les collectivités locales pour raccourcir les circuits financiers et réduire les possibilités de détournement des fonds du pouvoir central. Mais les réformes n'ont guère abouti. La démocratie parlementaire marche mal : entre 1999 et 2015, seuls 1 005 projets de lois sur 3 759 ont été adoptés par l'Assemblée nationale, dont 244 finalement ratifiés par la présidence.

Les militaires, eux, n'ont jamais complètement renoncé à influencer le jeu politique. Depuis 1999, deux des quatre présidents étaient des généraux à la retraite : Olusegun Obasanjo puis Muhammadu Buhari. D'anciens militaires ont aussi occupé des sièges de députés, la présidence du Sénat et des postes de gouverneurs d'État, comme Murtala Nyako, Jonah David Jang ou Olagunsoye Oyinlola. En 2015, l'armée devait même dicter le calendrier des élections : il fut retardé pour lui laisser le temps de reconquérir les dernières portions du territoire aux mains de Boko Haram. L'affaire réveilla de mauvais souvenirs, car le premier à demander un ajournement des opérations de vote était le responsable de la sécurité auprès de la présidence, le colonel Sambo Dasuki, lui-même membre de la junte à l'origine de l'annulation du résultat des élections de 1993, un scrutin considéré parmi les plus démocratiques qu'ait jamais connu le pays.

**Marc-Antoine Pérouse
de Montclos**

ASIE

ÉCONOMIE DE L'ASIE DU SUD-EST. AU CARREFOUR DE LA MONDIALISATION

Jean-Raphaël Chaponnière
et Marc Lautier
Paris, Bréal, 2018, 264 pages

C'est à un véritable voyage que les deux auteurs de cet ouvrage, Marc Lautier et Jean-Raphaël Chaponnière, nous invitent en étudiant le rapport que l'Asie du Sud-Est entretient avec la mondialisation. Pas seulement la dernière vague de mondialisation économique, mais plus largement la relation de la région avec le monde, ses opportunités et ses risques. Car – et c'est l'hypothèse intéressante développée dans cet ouvrage – c'est probablement dans ce rapport que se trouve une des clés de l'essor économique régional, plus rapide que celui d'autres régions du monde ces dernières décennies.

Située entre deux océans, entre deux géants, sollicitée puis colonisée par les puissances européennes, l'Asie du Sud-Est a développé sa spécificité en valorisant les apports des uns et des autres dans un syncrétisme qui lui est propre. Les deux auteurs montrent de manière très pédagogique, à l'aide de chiffres précis et de nombreuses références, comment la région s'est densifiée au contact de l'extérieur avant de s'insérer dans les circuits mondiaux pour valoriser sa position de carrefour.

En dépit des difficultés rencontrées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et pendant les phases d'indépendance, l'Asie du Sud-Est a réussi à sortir de l'ornière de la pauvreté, et à lancer un processus d'industrialisation grâce à l'engagement des États-Unis et du Japon, qui restent encore

aujourd'hui des partenaires de premier plan. Tout autant que la Chine, que les auteurs positionnent dès le début de leur ouvrage comme un acteur majeur dans la région, à présent partenaire incontournable. On peut regretter, à ce titre, que l'impact des Nouvelles routes de la soie (la fameuse initiative *One Belt, One Road* du président Xi Jinping) sur la région ne soit pas développé.

Plus fondamentalement, à un moment clé de l'histoire régionale, le lecteur averti aimerait une analyse prospective nourrie, dans un contexte où les défis sont nombreux, à commencer par le défi lancé par la Chine d'une part, ou la guerre commerciale sino-américaine d'autre part. Ces défis montreront probablement qu'à trop dépendre de la mondialisation, l'Asie du Sud-Est n'a pas mis en œuvre des politiques publiques suffisamment résistantes, à l'exception majeure de Singapour.

Sophie Boisseau du Rocher

EUROPE

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE EUROPÉEN ? LES BRITANNIQUES ET L'EUROPE DU XVII^E SIÈCLE AU BREXIT

Robert Franck
Paris, Belin, 2018, 264 pages

BRITAIN AND EUROPE: A SHORT HISTORY

Jeremy Black
Londres, Hurst, 2019, 256 pages

Voici deux livres fort opportuns pour qui cherche à mieux comprendre la relation tumultueuse liant le Royaume-Uni à l'Europe. L'ouvrage de Robert Frank, professeur émérite à l'université de Paris 1, est un recueil de textes

historiques couvrant la période de 1713 à nos jours. Il est articulé en trois chapitres, correspondant à trois temps : «Entre Empire et Europe» (1713-1904) ; «Les cycles d'engagement et de désengagement européen» (1904-1961) ; «L'Europe à l'anglaise, entrer, rester et sortir» (1961-2016). Chaque chapitre et chaque texte sont brièvement introduits, ce qui en fait un ouvrage à la lecture facile et agréable.

Jeremy Black, professeur à l'université d'Exeter, a écrit un ouvrage historique, qui brosse à grands traits l'histoire de la Grande-Bretagne. Cette approche, ancrée dans le temps long, est revendiquée par l'auteur qui revisite l'histoire britannique dans le contexte européen. Il décrit comment s'est construite une identité nationale forte, comment s'est modelé le lien unissant les Britanniques à l'Europe, au travers de leurs multiples interactions avec le Continent.

Les deux livres montrent qu'en dépit des alternances entre engagement et désengagement, l'Angleterre est demeurée tout au long son histoire, et particulièrement ces trois derniers siècles, un acteur du jeu européen. Constamment à la recherche d'un équilibre continental, elle a cherché à se protéger contre tout risque d'invasion et toute entrave au commerce. Ce fil conducteur l'a conduite à bâtir des coalitions contre les puissances menaçant l'équilibre continental.

En dépit de la constance de cet engagement européen, un élément distingue l'Angleterre des autres puissances européennes au xx^e siècle : l'absence de «conscience européenne», et le refus d'une intégration supranationale qui la conduirait à des abandons de souveraineté. La Grande-Bretagne se considère plus comme un soutien bienveillant que comme un participant au processus d'unification. Elle privilégie la zone de libre-échange, l'Association européenne

de libre-échange (AELE), avant de rejoindre finalement le marché européen, jugé plus performant, mais dans le cadre d'un engagement taillé sur mesure.

Avec le référendum sur le Brexit, le Royaume-Uni reprend sa liberté, dans l'espoir de mieux tirer parti de la mondialisation. Les deux auteurs divergent sur l'interprétation de cette décision et sur ses conséquences potentielles : Jeremy Black l'interprète comme la défense des valeurs et de l'identité britanniques, ancrées dans l'histoire nationale, que n'a pu contrebalancer une absence de mythes et symboles liés à l'appartenance à l'Union européenne. Robert Frank souligne que cette sortie pourrait exacerber les tensions entre les différentes entités du Royaume-Uni. Le vote en faveur du Brexit, majoritairement anglais et gallois, contraint les autres parties du Royaume-Uni, Écosse en tête, à choisir entre leur identité britannique et européenne. Ce processus pourrait-il initier une prise de conscience paradoxale : pour «préserver le Royaume-Uni qu'ils ont construit il y a plus de trois cents ans, les Anglais n'ont-ils pas intérêt à se maintenir en Europe» ?

Éric-André Martin

ÉTATS-UNIS

THE HELL OF GOOD INTENTIONS: AMERICA'S FOREIGN POLICY ELITE AND THE DECLINE OF U.S. PRIMACY

Stephen M. Walt
New York, Farrar, Straus and Giroux,
2018, 400 pages

Décrypter de manière critique la politique étrangère américaine depuis la

fin de la guerre froide en adoptant une approche structurée et progressive, voilà l'objectif que se donne le néo-réaliste Walt.

Il évalue tout d'abord l'ampleur de l'échec des administrations post-guerre froide, Clinton, Bush Jr. et Obama. Il constate le passage d'une Amérique comme puissance unipolaire possédant un immense *soft power*, à un monde multipolaire, où les valeurs libérales sont contestées et où la réputation des États-Unis est entachée par ses politiques, au Moyen-Orient notamment.

Walt explique ces échecs par une théorie : la stratégie d'hégémonie libérale, basée sur une compréhension fautive et idéaliste des relations internationales, et qui interdit la compréhension des conditions et systèmes politiques autres que le sien, qui surestime sa capacité à re-façonner des sociétés complexes, et qui use de méthodes qui conduisent d'autres acteurs, étatiques ou non, à lui résister et à exploiter ses failles.

L'originalité de Walt est de mettre un nom sur les responsables de cette politique étrangère depuis plusieurs décennies – le « blob ». L'identification de cet *establishment* explique que la stratégie d'hégémonie libérale ait été adoptée en dépit de ses évidents défauts, et surtout que les leçons des erreurs commises n'aient pas été retenues. Cette « caste professionnelle consanguine » est pour l'auteur composée d'un vaste réseau venant aussi bien des institutions gouvernementales que des services, de *think tanks*, d'organisations ou de groupes d'intérêts divers. Il insiste sur le consensus bipartisan de cette communauté, et sur des croyances vieilles de 30 ans, en désaccord avec la majorité de la population américaine. Il analyse la manipulation du « marché des

idées » à travers tout un arsenal stratégique visant à gonfler les menaces, à exagérer le bénéfice d'une domination globale, ou encore à cacher les coûts réels de cette politique.

Il propose dès lors quelques solutions pour corriger la politique étrangère américaine, à savoir mettre en place une vision alternative : la « Grande Stratégie », et son corollaire d'« équilibrage *offshore* ». Conceptuellement, cela signifierait l'arrêt des tentatives de Washington de modeler le monde à son image. Concrètement, il s'agirait d'établir « l'équilibre des puissances » dans trois régions clés : l'Europe, l'Asie de l'Est et le Golfe persique, en s'appuyant sur les puissances locales. Walt insiste sur le fait qu'il ne s'agirait en aucun cas d'un isolationnisme, et préconise que les États-Unis maintiennent partout leur présence diplomatique et économique.

Walt termine en jugeant peu vraisemblable qu'une telle stratégie soit mise en place. Les idées principales de l'*establishment* ne sont presque jamais questionnées, et l'élite ne souhaitera pas restreindre son propre pouvoir. Walt consacre une partie au président Trump, considérant sa politique étrangère comme l'exemple parfait à ne pas suivre.

Le constat de Walt est lucide, implacable et ne devrait pas lui attirer les faveurs des cercles du pouvoir. Nul doute que sa stratégie alternative ne sera pas appliquée à court ou moyen terme. La solution ne viendra pas d'un individu, mais d'un puissant mouvement politique de réforme, organisé et institutionnalisé, qui prendra le pouvoir au sein du « blob ».

Mathias Girard

RONALD REAGAN AND THE SPACE FRONTIER

John M. Logsdon
New York, Palgrave Macmillan,
2018, 420 pages

En matière de politique spatiale, John Logsdon, professeur émérite de l'université George-Washington, tout à la fois témoin, acteur et chroniqueur de l'effort spatial des États-Unis depuis plus d'un demi-siècle, fait figure d'autorité. Une idée directrice guide son œuvre, très riche, d'analyste et d'éditeur : les motivations pour aller dans l'espace sont nombreuses, mais une seule a véritablement compté dans l'histoire du programme spatial civil américain, la recherche du leadership, et en particulier la conviction que le vol habité est central pour l'image que l'Amérique a d'elle-même et entend projeter à l'extérieur. Cet ouvrage constitue une nouvelle exploration réussie de ce thème. En intégrant à l'exercice une réflexion critique sur le bilan décisionnel de l'équipe du 40^e président américain, l'auteur fait également œuvre utile, alors que la réhabilitation dont Ronald Reagan est aujourd'hui l'objet demeure lacunaire au plan de la politique spatiale.

Pour John Logsdon, qui admet ne pas avoir été en mesure de réunir toutes les pièces du puzzle compte tenu de la classification toujours en vigueur, évaluer la performance de l'administration Reagan est une affaire complexe tant les tendances contradictoires sont nombreuses. Au facteur temporel – le premier mandat apparaissant très dense par rapport au second qui voit se multiplier les problèmes et doit gérer les retombées de l'explosion de la navette spatiale Challenger en 1986 –, s'ajoutent en effet le facteur personnel – le vif intérêt voire l'enthousiasme que Reagan éprouve pour les questions

spatiales est tempéré par un style privilégiant la délégation de la prise de décision –, et un contexte budgétaire contraint qui donne la priorité durant toute la présidence au contrôle des dépenses publiques.

À analyser et remettre dans leur contexte les grandes décisions prises par l'administration Reagan, l'historien constate toutefois que l'influence de celle-ci, certes inégale, n'a jamais été neutre : 1/ sur la navette, erreur stratégique élevée par les précédents au rang de moyen de transport spatial unique de l'Amérique, il va ainsi jusqu'à lui donner crédit d'avoir développé une politique « réaliste » et démythifiée, limitant son recours – après Challenger – aux seules activités d'exploration ; 2/ de même, pour prématurées, manquées et idéologiques qu'elles étaient, les promesses de commercialisation de l'espace ont permis d'initier des développements qui donnent aujourd'hui leurs fruits ; 3/ quant à la décision de lancer une station spatiale, celle-ci a beau avoir été hésitante et peu soutenue au plan financier, là aussi le recul oblige à reconnaître qu'elle constitue l'héritage le plus durable ; 4/ c'est d'ailleurs à travers elle et la Station spatiale internationale qui lui a succédé que se mesure cette réussite indéniable qu'a été la promotion, par et pour les États-Unis, de la coopération internationale.

L'auteur montre que, s'il partage avec Kennedy le goût pour les discours visionnaires, Reagan s'inspire dans la pratique de Nixon, dont il épouse le pragmatisme, avec en particulier l'idée que la NASA doit être traitée comme une agence parmi les autres. Il se distingue ce faisant par la promotion d'un leadership assumé mais qui doit se faire sélectif, consistant pour l'Amérique à choisir ses combats. Sans

doute est-ce dans cet effort reaganien de synthèse qu'il faut trouver la part d'héritage la plus stimulante.

Guilhem Penent

LES ÉTATS-UNIS DE TRUMP EN 100 QUESTIONS

Laurence Nardon

Paris, Tallandier, 2018, 320 pages

Ce livre est une tentative inédite mais réussie dans le champ éditorial français pour appréhender de manière originale le nouveau président des États-Unis. S'éloignant à la fois d'une biographie trop rapide et d'un essai trop savant, Laurence Nardon cherche à replacer Trump dans les conditions historiques et politiques de son émergence. Le format est celui de questions thématiques sur les États-Unis, regroupées par grands champs d'étude (histoire, culture et société, politique étrangère), et auxquelles Trump sert de fil directeur.

On dispose donc en synthèses courtes de deux à trois pages d'une véritable généalogie de l'homme Trump et de sa doctrine politique. Sans rien négliger des apports récents de la recherche américaine et française, mentionnés en bibliographie, la lecture, pouvant être menée au gré des interrogations de l'actualité ou de façon continue, offre une vision plus nuancée qu'à l'ordinaire mais rigoureuse de Trump. Laurence Nardon montre ainsi que Trump campe à la confluence des familles idéologiques d'un Parti républicain qui a glissé vers la droite depuis la révolution conservatrice de Reagan. Trump a su fédérer ces familles (conservateurs du monde des affaires, droite chrétienne évangélique) en leur apportant sa dimension nationaliste et identitaire

apte à séduire l'électorat populaire blanc. L'ouvrage souligne d'ailleurs le paradoxe de Trump, élu sur ses promesses à la classe moyenne populaire de réformes fiscales plus correctrices des inégalités, mais poursuivant en 2017 des baisses d'impôt qui profitent d'abord aux plus riches dont il fait partie. Et le souci bienvenu de l'auteur d'échapper au manichéisme sur Trump – attribué plusieurs fois, et non sans raison à l'acharnement de la presse écrite –, ne l'empêche pas de démonter les présupposés racistes du discours présidentiel sur la société américaine.

La forme interrogative choisie pour le livre permet aussi de faire une prospective utile sur les principales questions posées par la présidence Trump pour les décennies à venir : la survie du Parti républicain après sa présidence, le basculement à droite de la Cour suprême sur le long terme, la concurrence de la puissance chinoise pour l'hégémonie mondiale des États-Unis, etc. Et Laurence Nardon rappelle bien que la réélection de Donald Trump, souvent présentée parmi les élites européennes comme irréaliste, est au contraire probable historiquement. On apprécie aussi la prudence, justifiée par l'histoire, sur l'hypothèse d'*impeachment* de Trump, et sur les conclusions de l'enquête Mueller sur la collusion avec la Russie.

Les critiques à adresser à cet ouvrage sont minimes, au regard du pari réussi : offrir un panorama accessible sur les États-Unis contemporains. En politique étrangère, la dimension nationaliste et isolationniste de Trump est trop minimisée au profit de l'influence du nouveau conseiller à la sécurité nationale John Bolton. Celui-ci n'a pu s'opposer ni au retrait de Syrie, même partiel, ou à celui déjà amorcé en Afghanistan, ni à la réaffirmation

stricte de la doctrine *America First*, qui a été saluée par les libertariens, tel le sénateur Rand Paul, dont la proximité avec Trump est également minorée. Par ailleurs, l'usage du mot « populiste » pour décrire la doctrine de Trump aurait peut-être mérité une entrée à lui seul, dans un pays, les États-Unis, où il a un sens historique précis renvoyant à la révolte des paysans des Plaines dans les années 1880-1890.

Corentin Sellin

MOYEN-ORIENT

SORTIR DU CHAOS. LES CRISES EN MÉDITERRANÉE ET AU MOYEN-ORIENT

Gilles Kepel

Paris, Gallimard, 2018, 536 pages

Peut-on trouver un fil conducteur, une grille de lecture, pour les multiples drames qui agitent Moyen-Orient et Méditerranée depuis plusieurs décennies ? C'est le défi auquel s'attèle Gilles Kepel dans son dernier ouvrage, continuant d'élargir la focale de son regard sur la région. Après des travaux de référence sur l'islamisme politique et son passage à la violence (*Le Prophète et le Pharaon*, 1984 ; *Terreur sur l'Hexagone* en 2015 ; ou encore *Jihad* en 2000 ou *Terreur et Martyr* en 2008), et de nombreux périples, nourris d'entretiens plus géopolitiques, déjà amorcés dans *Passion arabe* (2013), l'auteur nous livre son diagnostic sur les évolutions en cours, s'appuyant sur ses analyses antérieures, confirmées ou amendées.

On connaît les atouts de Gilles Kepel : l'accès empirique à un large spectre

d'acteurs, modestes ou puissants ; la maîtrise linguistique et l'expérience d'une région (la première conditionnant la seconde) ; la capacité à faire école, en formant autant d'étudiants qui deviendront experts, nourrissant à leur tour le débat. Fort de ce triptyque, il s'efforce de donner une cohérence à des phénomènes d'apparence désordonnée. Il rappelle qu'il y a des logiques et des continuités, là où d'autres voient des surprises stratégiques. Qu'il y a eu des erreurs (notamment américaines), là où d'autres voient des fatalités. Qu'il y a des dynamiques locales, des réseaux transnationaux parfaitement entretenus, qui irradiant jusqu'à l'Occident, là où d'autres appliquent des comparaisons issues de l'histoire ou de la sociologie européennes.

Le livre suit une trame à la fois chronologique (utile chronologie en annexe) et thématique, s'attachant d'abord au double facteur pétrole-islam depuis le choc pétrolier de 1973 et les événements de l'année 1979 (révolution iranienne, guerre soviétique en Afghanistan). On y retrouve des hypothèses antérieures sur la montée de l'islam politique, son échec provisoire, puis sur le choc du 11 Septembre, jusqu'à la « troisième génération » djihadiste. La deuxième partie revient sur les soulèvements de 2011 et leurs suites, jusqu'au « califat » de Daech. Enfin, les désagréments et recompositions de l'après Daech ferment l'ouvrage dans une veine plus prospective.

On retient plusieurs qualités de ce travail. Celle, d'abord, de fournir un panorama clair, documenté, analytique, de plusieurs décennies turbulentes, dossier par dossier (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie...), avec un recul cruel : même si Zbigniew Brzezinski ne la regrette aucunement, la carte de l'islamisme, utilisée par l'Amérique

contre l'URSS en Afghanistan, a donné les suites que l'on sait ; la carte chiite, jouée à l'excès par les mêmes États-Unis en Irak, a facilité la tâche de l'État islamique. L'exposition des dynamiques propres aux sociétés et aux clivages religieux de la région montre que rien n'est hasard : ni les mots, ni les symboles employés. De la rivalité sunnite-chiite aux concurrences entre monarchies du Golfe, en passant par les sociologies de chaque État, qui expliquent la différence entre leurs destins respectifs après 2011, Gilles Kepel nous démontre la dangerosité des explications simples, qui ne manquent pas de prétendre éclairer les Princes. Enfin et surtout, cette fresque nous rappelle que le Moyen-Orient est au cœur de « tectoniques mondiales », comme un sombre miroir des conflits et des processus à venir. Nul ne pourra dire « on ne savait pas ».

Frédéric Charillon

**LE SOLEIL NE SE LÈVE PLUS À L'EST.
MÉMOIRES D'ORIENT D'UN AMBASSADEUR
PEU DIPLOMATE**

Bernard Bajolet

Paris, Plon, 2018, 464 pages

Ambassadeur en Jordanie (1994-1998), en Bosnie-Herzégovine (1999-2003), en Irak (2004-2006), en Algérie (2006-2008), en Afghanistan (2011-2013), coordonnateur national du renseignement, directeur de la DGSE... : sans avoir occupé les postes dits « consacrés » (Washington, New York, Moscou, Bruxelles...), mais parce qu'il a assumé les plus délicats dans des périodes pour le moins difficiles, Bernard Bajolet compte parmi les grands de la Carrière.

Ses mémoires portent la marque d'une passion pour le monde musulman, et l'ouvrage s'ouvre d'ailleurs, d'une façon qui peut surprendre, par un long exposé pédagogique, teinté de souvenirs, de rencontres et de conversations, sur les nuances de l'islam, ses branches, et sur les chrétiens d'Orient. L'auteur s'y confie avec pudeur, mais suffisamment pour broser son portrait : celui d'un Lorrain fidèle à des convictions, au franc-parler rugueux, quitte à traverser, pour prix de son insolence, quelques déserts. Il en traversera au sens figuré du fait de son caractère entier, puis au sens propre : la France pouvait-elle se passer d'une telle expertise dans l'Orient compliqué ?

Les pays traversés font l'objet d'une remise en perspective historique et politique plus qu'utile. Les leaders rencontrés (la famille Al-Assad et son entourage, Ytzhak Rabin, Yasser Arafat, le roi Hussein de Jordanie et la reine Nour...) y ont leurs portraits fins. Beaucoup d'hommages, quelques coups de griffe, dans cette fresque claire qui s'étire des années 1970 à la fin des années 2010, et dont, étrangement, le débat public français (ce qui en dit long) a surtout retenu les pages consacrées à l'Algérie et les critiques prémonitoires (juste avant les manifestations algériennes du printemps 2019) à l'encontre du régime FLN. Pourtant, de la Syrie à la Bosnie, des pourparlers israélo-palestiniens jusqu'au drame irakien ou aux affaires d'otages, c'est un cours d'une rare densité que nous offre ce livre. Un cours sur des pays et des sociétés, sur des cultures, sur les relations internationales aussi. Les erreurs de jugement y sont montrées, comme le choix américain de débaa-sifier l'Irak sans compensations pour une communauté sunnite soumise au nouvel ordre chiite.

L'épilogue prodigue quelques conseils prospectifs, brefs mais pertinents. L'écriture est fluide, à la fois précise comme peut l'être un télégramme diplomatique, et empreinte de sensations, de sensibilité, de détails, par amour pour cet Orient qui n'est plus. Cet Orient qui vit naître l'espoir d'un processus de paix aujourd'hui défunt, né pourtant après 1993, à l'époque où Bernard Bajolet allait bientôt prendre ses fonctions comme ambassadeur de France en Jordanie. C'était l'époque où les membres de l'ambassade (et leurs coopérants), sise Mutanabbe Street, se rafraîchissaient à l'ombre des arbres de l'hôtel Hisham tout proche.

Les voyeurs, toutefois, seront déçus : nulle révélation indécente pour cet ancien patron des services, qui n'est pas du genre à finir sur des « Un espion parle ». Peu d'évocation de ces fonctions-là, par sens du devoir sans doute. Plutôt un attachement à des êtres, à des moments. Une analyse, un récit (y compris sur le danger qui l'a menacé plusieurs fois), un regard qui se veut à la fois clinique et humain, comme une invite à découvrir le monde, à partir, encore et toujours. Après un tel parcours, ses mémoires étaient attendus, et son expertise reste indispensable.

Frédéric Charillon

PROFESSION DIPLOMATE. UN AMBASSADEUR DANS LA TOURMENTE

Yves Aubin de la Messuzière
Paris, Plon, 2019, 400 pages

Le livre d'Yves Aubin de la Messuzière est tout d'abord un témoignage lucide, et de l'intérieur, sur la diplomatie française dans une zone qui concentre des enjeux majeurs, celle qui de Rabat à

Téhéran constitue l'épicentre des turbulences qui affectent la sécurité de la France et de l'Europe depuis plus de quarante ans. L'auteur y a fait l'essentiel de sa carrière, en poste, de la Jordanie à la Tunisie en passant par l'Irak, ou à la tête de la direction du Quai d'Orsay qui couvre la région Afrique du Nord-Moyen-Orient. Mais il s'agit également d'un témoignage sur la façon dont un ambassadeur, parfait connaisseur du monde arabe, conçoit et exerce, dans des conditions souvent difficiles, sa « profession », car comme il l'écrit, « c'est un métier qui exige les qualités d'un professionnel ». Il consacre d'ailleurs un chapitre à des réflexions très pertinentes sur le rôle des ambassadeurs, trop souvent affecté de clichés tenaces.

Dans nombre des postes évoqués, Yves Aubin de la Messuzière s'est trouvé « dans la tourmente », comme le suggère le sous-titre de l'ouvrage. Ce fut notamment le cas en Irak, où l'auteur fut envoyé « en mission sous embargo » de 1997 à 1999. À Bagdad, il observe comment, dès le mandat de Bill Clinton, la posture américaine est brutale. Les États-Unis excluent toute amorce de levée de l'embargo, alors que Saddam Hussein a effectivement démantelé son arsenal nucléaire et balistique. Washington fait nommer à la tête de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies (UNSCOM), commission chargée de surveiller le démantèlement des armes de destruction massive de l'Irak, un diplomate australien, l'ambassadeur Butler. Celui-ci leur est tout dévoué et n'hésite pas à jouer la provocation, notamment lorsqu'il demande à inspecter l'intérieur des palais présidentiels. La crise ainsi suscitée par l'UNSCOM débouchera en décembre 1998 sur des frappes aériennes américaines qui ne résoudront aucun problème.

L'auteur a été profondément marqué par son passage à la direction Afrique du Nord-Moyen-Orient, dont il décrit le rôle dans un long chapitre. Il s'agit par excellence, comme il le relève lui-même, d'une «direction de gestion de crises». Il aura à y gérer les conséquences sur le plan régional des attentats du 11 septembre 2001. Ainsi, alors même que la priorité Maghreb est clairement affichée, l'essentiel du temps du directeur est consacré au Moyen-Orient. Ce d'autant plus que le président Chirac s'intéresse particulièrement au Levant et au processus de paix israélo-palestinien, qui passe par une phase délicate. Yves Aubin de la Messuzière presse alors les intentions de l'administration Bush à l'égard de l'Irak, qui selon son homologue américain «relèvent dorénavant de

l'approche idéologique de la Maison-Blanche», avec les conséquences désastreuses que l'on connaît.

Le chapitre «Un métier en mutation» montre bien l'évolution du rôle des diplomates et, en particulier celui de l'ambassadeur. Outre les fonctions traditionnelles de négociateur, celles de décrypteur et de communicant deviennent essentielles, dans un monde de plus en plus complexe, hyper-connecté, où les *fake news* deviennent envahissantes. Comme l'observe l'auteur, «contrairement à l'idée trop souvent reçue, le rôle des diplomates est loin d'être en déclin». On s'en persuadera en lisant ce témoignage très personnel et convaincant.

Denis Bauchard